

# La démocratie pour les Tchèques : une légitimité politique et une composante identitaire

Madame Muriel Blaive

## Résumé

Lorsque l'on aborde le thème de la légitimité au sein de la nation tchèque, le rapport théorique et pratique qu'elle entretient avec la démocratie s'impose de prime abord. Contrairement à leurs voisins immédiats d'Europe centrale, les Tchèques s'auto-définirent au XXe siècle sur une base apparemment politique ; persuadés d'être affranchis de tout nationalisme étriqué, ils présentèrent la composante démocratique de leur culture comme l'élément le plus représentatif de leur identité. En réalité, le stéréotype de la nation démocratique est l'expression même de leur nationalisme. L'histoire récente montre qu'il en a été maintes fois abusé et qu'il convient donc de le manipuler avec précaution.

## Abstract

When discussing the Czech nation's legitimacy, its theoretical and practical relation with democracy compels recognition above all else. Unlike their adjacent neighbors in central Europe, 20th-century Czechs defined themselves in political terms. Persuaded that they had been freed from any narrow nationalism, they presented their culture's democratic aspect as being most typical of their identity. In reality, the stereotype of the democratic nation itself expressed their nationalism. As recent history has shown, this stereotype has often been abused and must, therefore, be handled with care.

---

## Citer ce document / Cite this document :

Blaive Muriel. La démocratie pour les Tchèques : une légitimité politique et une composante identitaire. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 34, 2003, n°1. A la recherche d'une légitimité politique. Crise de la santé publique à l'Est. pp. 59-82;

doi : <https://doi.org/10.3406/receo.2003.1596>

[https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2003\\_num\\_34\\_1\\_1596](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2003_num_34_1_1596)

---

Fichier pdf généré le 12/04/2018

## LA DÉMOCRATIE POUR LES TCHÈQUES : UNE LÉGITIMITÉ POLITIQUE ET UNE COMPOSANTE IDENTITAIRE

Muriel BLAIVE \*

RÉSUMÉ : Lorsque l'on aborde le thème de la légitimité au sein de la nation tchèque, le rapport théorique et pratique qu'elle entretient avec la démocratie s'impose de prime abord. Contrairement à leurs voisins immédiats d'Europe centrale, les Tchèques s'auto-définirent au XXe siècle sur une base apparemment politique ; persuadés d'être affranchis de tout nationalisme étiqué, ils présentèrent la composante démocratique de leur culture comme l'élément le plus représentatif de leur identité. En réalité, le stéréotype de la nation démocratique est l'expression même de leur nationalisme. L'histoire récente montre qu'il en a été maintes fois abusé et qu'il convient donc de le manipuler avec précaution.

ABSTRACT: When discussing the Czech nation's legitimacy, its theoretical and practical relation with democracy compels recognition above all else. Unlike their adjacent neighbors in central Europe, 20th-century Czechs defined themselves in political terms. Persuaded that they had been freed from any narrow nationalism, they presented their culture's democratic aspect as being most typical of their identity. In reality, the stereotype of the democratic nation itself expressed their nationalism. As recent history has shown, this stereotype has often been abused and must, therefore, be handled with care.

En 1940, après tout une suite d'événements tragiques ayant frappé le pays tels que la crise de 1929, la radicalisation croissante de la minorité allemande de Bohême-Moravie, les accords de Munich qui virent la trahison (au moins morale) de la Tchécoslovaquie par ses alliés occidentaux et l'établissement d'un Protectorat honni, le président Edvard Beneš, contraint à l'exil en Grande-Bretagne, dressa un bilan provisoire de l'occupation allemande <sup>1</sup>. Il est intéressant de relever que, dans son discours intitulé *La barbarie nazie en Tchécoslovaquie*, il se concentra davantage sur l'horizon intellectuel de l'affrontement germano-tchèque que sur les aspects pratiques de l'occupation. En Pologne, écrivait-il par exemple, la destruction menée par les armées d'occupation nazies était essentiellement matérielle, physique ; en Tchécoslovaquie, il se serait agi avant tout de la « préparation systématique d'un meurtre et d'une extermination spirituels car la destruction de la résistance spirituelle des masses tchèques semble plus essentielle aux Allemands » (Beneš, 1940).

\* Centre français de recherche en sciences sociales — Cefres, Prague (e-mail : muriel@cefres.cz).

1. C'est le texte d'un discours tenu devant le Club de la Presse à Londres le 29 mars 1940.

Ce discours met parfaitement en évidence le fait que la culture ait été considérée comme fondamentalement constitutive de l'identité tchèque. Que les Allemands aient tenu la résistance morale pour plus dangereuse qu'un combat armé clandestin (polonais ou tchèque) n'est guère plausible ; mais ce qui nous intéresse ici est le signe d'égalité placé par le président défait entre ce combat de l'esprit et la survie de la nation. Pour lui, un niveau élevé de culture – ou, en tout état de cause, ce qu'il tenait pour tel – était plus qu'un luxe : c'était une condition existentielle.

S'en référer à des valeurs de civilisation, surtout dans un contexte aussi tragique pour son pays, n'avait rien de fortuit. František Palacký, le grand historien "père de la nation", n'avait-il pas, dès la seconde moitié du XIXe siècle, déclaré dans sa monumentale *Histoire de la nation tchèque* en cinq volumes : « Nous n'avons jamais été victorieux dans l'histoire que par la suprématie de l'esprit, non par la puissance militaire » ? Pour lui, l'« essentiel » et le « trait le plus caractéristique » de l'histoire tchèque résidait d'ailleurs dans la « lutte avec la germanité », c'est-à-dire dans « l'acceptation ou le rejet par les Tchèques des us et coutumes allemands ». En survivant à cette épreuve, la nation tchèque avait à ses yeux trouvé sa véritable vocation : « Constituer un pont entre la germanité et la slavité, entre l'Est et l'Ouest de l'Europe » (Palacký, 1936, publication originale en 1848). Dans une Bohême où coexistaient historiquement deux ethnies, l'allemande et la tchèque, mais où la première domina la seconde pendant des siècles, l'embryon de démocratie tchèque chercha à se définir entre autres par son opposition à la présence germanique et ce, sous deux formes parallèles.

D'une part, la renaissance nationale, dans cette période qui alla de la Révolution française à la Première Guerre mondiale, plaça un accent particulier sur la langue : le théâtre, les journaux, l'édition, en un mot, la culture, devinrent ainsi « l'élément premier » de tout mouvement patriotique (Ducreux, 1990). La formation rapide et couronnée de succès d'une science et d'une littérature tchèques dans la seconde moitié du XIXe siècle fut tenue pour la preuve d'une *kulturnost* égale à celle des Allemands (Holý, 1996).

D'autre part, la démocratie fut en partie instrumentalisée contre la domination autrichienne en tant que composante identitaire. Comme le montre Jiří Rak, l'époque hussite, par exemple, fut l'une des périodes de l'histoire qui fit l'objet de la plus grande exégèse. À la lumière de la conscience nationale en formation, une nouvelle interprétation philologique et doctrinale en fit progressivement un symbole de fierté et d'indépendance d'esprit. La réforme tchèque du XVe siècle fut ainsi baptisée par František Palacký d'étape significative dans le cheminement de l'humanité du despotisme à la liberté et au « progrès de l'âme humaine » (Palacký, 1937). En l'année révolutionnaire 1848, le chroniqueur Emanuel Arnold n'hésita pas à affirmer que, le hussitisme eût-il triomphé, il aurait proclamé en Bohême une république démocratique qui eût pu « survivre par elle-même unie au milieu des ténébreuses nations allemandes » (cité par Rak, 1994, p. 58). Ce processus se poursuivit avec des hauts et des bas jusqu'à

la Première Guerre mondiale : pour Tomáš Masaryk, le philosophe qui allait devenir le premier président de la République tchécoslovaque et qui avait déjà promu l'« humanisme » comme programme de lutte contre les Allemands (Masaryk, 1905), le « gouffre » entre une Autriche « violente, réactionnaire, dynastique » et une nation tchèque « progressiste, démocratique, populaire » était devenu en 1917 « infranchissable ». La « culture et le niveau de conscience élevé » des Tchèques devaient leur valoir la liberté (Masaryk, 1918).

À l'heure du Protectorat de Bohême-Moravie et de l'ébauche d'une solution du « problème allemand » par des exilés et des Alliés qui rêvaient à la victoire sur l'Allemagne nazie et échafaudaient des scénarios d'avenir, il est ainsi compréhensible que les Tchèques aient été plus enclins que jamais à se définir par leur « identité culturelle » (Holý, 1996), c'est-à-dire par leur esprit démocratique.

## 1. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE

---

La démocratie s'était en effet établie au début du XXe siècle non seulement comme l'une des composantes identitaires principales des Tchèques, mais aussi comme le vecteur d'expression privilégié de leur culture, culture et démocratie devenant dans cette acception virtuellement synonymes <sup>2</sup>. Bien entendu, une notion aussi large que celle d'« identité nationale » ne recouvre pas une représentation intangible et relève de configurations sociales et culturelles évolutives. De plus, elle fait nécessairement l'objet d'interprétations contradictoires. L'on peut cependant tracer les contours d'un modèle constant et dominant dans la vie politique tchèque tout au long du XXe siècle, qui traduit le consensus des principaux acteurs politiques et sociaux autour de l'identité fondamentalement « démocratique » de la nation.

Dès la République et l'indépendance proclamées en 1918, Tomáš Masaryk mit en pratique ses conceptions selon lesquelles la démocratie nationale s'incarnerait dans la Réforme et dans les Lumières car, à l'en croire, celles-ci avaient su reprendre le « message humain » de Jan Hus et de Comenius (Masaryk, 1896, 1901). Il affirma que l'« humanité » constituait l'« ultime programme national et historique » du peuple tchèque (Masaryk, 1895). En pratique, à peine l'industrie-phare de l'Empire autrichien, les usines Škoda, rendues au peuple tchèque à la fin de la guerre, le président exhorta les ouvriers à travailler « pour leur État » et énonça sa conviction que la nation « remplira[it] à nouveau sa mission historique » et que « le Tchèque » se ferait valoir comme « un homme,

---

2. La définition de Ladislav Holý permet particulièrement bien d'établir cet amalgame : « Je comprends la culture comme un système de notions, croyances, prémisses, idées, dispositions d'esprit et conceptions collectivement partagées. Ce système n'est pas retenu prisonnier dans la tête des gens mais s'incarne dans des symboles partagés constituant les véhicules principaux par lesquels les personnes se transmettent mutuellement leur vision du monde, leurs valeurs et leur éthos » (Holý, 1996, p. 2)

un démocrate modèle! » (Masaryk, 1933, discours tenu en 1919). L'optimisme et le volontarisme caractéristiques de cette époque imprégnèrent même la plume la plus incisive de l'époque, celle du journaliste et commentateur politique Ferdinand Peroutka : « Personne n'arrachera plus jamais le sceptre de la main du peuple », écrivit-il (Peroutka, 1924), et il était « légitime de supposer qu'avec l'ancrage de la démocratie dans le temps, les défauts de cette dernière s'estomper[aient] » (Peroutka, 1925).

Le fait que l'Europe centrale ait été constamment travaillée par des courants autoritaires dans la première moitié du XXe siècle contribua encore à ancrer la référence à la démocratie comme une composante identitaire nationale privilégiée. L'expérience politique de la première République fut vécue dans la fierté quasi générale comme une preuve de la supériorité culturelle tchèque (Holý, 1996). Être démocrate, c'était se distinguer de tous ses voisins : d'abord, à la naissance, du centre autrichien de l'ex-Empire des Habsbourg ; puis, par la suite, des régimes de Piłsudski et de Horthy en Pologne et en Hongrie, du régime fascisant roumain, de la dictature déliquescence autrichienne, du régime communiste soviétique, du régime nazi ascendant en Allemagne et bientôt du régime fasciste slovaque. Vu de Prague, être Tchéque, c'était être démocrate et être démocrate, c'était être « occidental » : « La construction de notre État et sa résistance à l'expansion allemande vers l'Est, notre réforme et ses idéaux, notre opposition à la contre-réforme habsbourgeoise (...), notre éveil national imprégné de l'idéal d'humanité et la démocratie qui en est le fruit – le destin de notre nation est lié, en toute logique, à l'Occident et à sa forme moderne de démocratie » (Masaryk, 1919). Pour reprendre les termes de l'intellectuel Emanuel Rádl, Masaryk avait « globalement déplacé les cadres de pensée tchèques du mythe oriental vers l'esprit critique indépendant occidental » (Rádl, 1928). Hubert Ripka, un homme politique de tout premier plan, tira un fier bilan des quinze premières années de la République tchécoslovaque puisque celle-ci était la seule au centre de l'Europe à encore entretenir un régime démocratique ; comme il le rappela, seule la « victoire de la démocratie » avait permis la naissance de la Tchécoslovaquie et les États se « maintiennent généralement en place sur la base des principes qui les ont vu naître » (Ripka, 1933). Il convient de préciser ici que la sociologie de l'époque, à l'occasion imprégnée de darwinisme social, réfléchissait parfois selon des modèles globalisants exagérément réducteurs : à preuve les travaux d'Emanuel Chalupný, professeur à l'Université de Brno et vice-président de l'Institut international de sociologie, consacrés au « caractère national tchécoslovaque » (Chalupný, 1932), qui trouvèrent d'ailleurs leur contrepartie après-guerre dans un essai sur le « caractère national allemand » (Chalupný, 1947).

La jeune démocratie tchèque fut cependant confrontée dès l'origine à un épineux problème : comment intégrer une forte minorité nationale allemande (elle représentait un tiers de la population de la Bohême-Moravie) qui ne décollerait pas d'avoir été soudainement assujettie au peuple qu'elle avait si longtemps dominé et qui manifesta une hostilité certaine au nouveau pouvoir

d'État ? Là encore, la démocratie fut désignée comme la répartition la mieux adaptée, dans une conception qui, comme le remarqua Emanuel Rádl, resitua principalement le problème sur le terrain de la représentation politique et eut tendance à ramener la question des nationalités à la participation au pouvoir des partis les représentant, ce que le philosophe qualifia d'« erreur caractéristique » (Rádl, 1928). Masaryk admit qu'il lui était « difficile d'oublier » que les Allemands de Tchécoslovaquie avaient fourni le « contingent des pangermanistes les plus acharnés », mais une administration « vraiment démocratique » lui sembla être un « moyen propice » pour résoudre la question des minorités nationales (Masaryk, 1919). Il s'opposa à la « tchéquisation » des Allemands et se déclara « optimiste », « convaincu qu'une compréhension absolue était possible » et qu'une « coopération politique paisible » serait atteinte « avec le temps » (Masaryk, 1994, discours prononcé en 1924). Kamil Krofta, futur ministre des Affaires étrangères, affirma dans sa *Courte histoire de la Tchécoslovaquie* que la République n'avait « rien de sérieux à redouter sur le plan de la question nationale ». Elle pouvait se « tourner face à un avenir heureux et glorieux avec tranquillité et espoir » (Krofta, 1935, première édition en 1931). En août 1936, alors que les tensions nationales s'aggravaient fortement, le successeur de Masaryk, le président Beneš, déclara devant un public allemand à Liberec (Reichenberg) que les conflits n'étaient pas à craindre dans un pays qui bénéficiait d'une constitution et d'une pratique politique tolérantes : « Notre philosophie et notre morale politiques, c'est la démocratie, qui nous donne une clef pour résoudre tous les problèmes car elle fixe comme base de tous les actes politiques le respect de la personnalité humaine et la parfaite égalité civique » (Beneš, 1936). Ainsi, comme le documenta longuement Emanuel Rádl, la conception masarykienne (reprise par Beneš) de la question nationale reposait avant tout sur un esprit de « bonne volonté » (Rádl, 1928). Précisons qu'il ne s'agissait pas pour les deux présidents de minimiser le danger représenté par le radicalisme allemand – et qui finit par emporter la première République – mais d'y apporter une réponse jugée digne.

Le dialogue qu'Edvard Beneš mena en exil à Londres pendant la guerre avec le représentant social-démocrate des Allemands des Sudètes, Wenzel Jaksch, montre que, malgré le résultat des dernières élections libres, le premier nommé continua à interpréter les rebondissements de la question germano-tchèque plus comme un combat politique entre démocratie et dictature que comme une lutte de nationalités. Que s'était-il passé ? Lors des élections municipales de mai-juin 1938, les Allemands des Sudètes avaient voté à 85 % pour un parti ouvertement pro-nazi qui prônait le démembrement de la République tchécoslovaque et le rattachement des Sudètes à l'Allemagne d'Adolf Hitler, ouvrant la voie aux désastreux accords de Munich <sup>3</sup>.

3. Le Sudetendeutsche Partei (SdP) de Konrad Henlein remporta en fait 91,4 % des voix dans les districts « sudètes », mais la liste communiste, qui se présentait comme un parti trans-national (par opposition à une étiquette exclusivement « locale »), remporta également un faible pourcentage des voix allemandes ; ceci ramène la représentation du SdP à environ 85 % de l'ensemble des voix allemandes de Tchécoslovaquie, une majorité qui reste tout de même écrasante (Luža, 1964, p. 110.)

Ils montrèrent ainsi que, à leurs yeux, le modèle démocratique qu'on leur offrait ne faisait pas contrepoids à l'oppression qu'ils estimaient subir. Leur combat se posait en effet avant tout pour eux en termes nationaux et non pas politiques et la « libération du joug tchèque » leur semblait être un objectif plus prégnant que le choix entre une démocratie – tchèque – et une dictature – allemande (Zimmermann, 2001). Mais le président Beneš vit dans ce développement historique la démonstration que le « peuple tchèque, et donc l'État tchécoslovaque », avait mieux résisté au nazisme et à la guerre que le « peuple allemand », un succès dont il « revendiquait la paternité avec fierté ». Et de conclure : « Ce qui s'est passé en 1938, y compris dans notre politique intérieure (...), était (...) une attaque contre l'État tout entier et, au premier chef, contre la *démocratie tchèque* » (Beneš, 1995, pp. 42-43).

Pour lui comme pour la plupart des élites politiques, la rupture de 1938 tint donc à la négation apparente de la part des Allemands de l'identité même des Tchèques qui se voulait confondue avec la démocratie. L'« illusion » selon laquelle les Allemands finiraient par « s'arrêter de penser "allemand" pour penser "tchécoslovaque" » (Chalupný, 1947) laissa place au sentiment aigu d'un reniement politique et national impardonnable, préparant le terrain aux expulsions d'après-guerre. Pour citer une fois de plus le président Beneš lors de la première réunion du Parlement en 1945 : « Nos Allemands (...) se sont eux-mêmes mis à une majorité de 80 % à 90 % au service du nazisme barbare pour l'annihilation de notre État et pour un travail de sape des forces et valeurs morales et culturelles de notre nation. (...). Les ponts entre eux et nous ont été coupés pour toujours par leur conduite » (Beneš, 1946, p. 30).

Après le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale, la volonté de trouver une solution radicale et définitive au « problème allemand » est compréhensible et ne caractérise d'ailleurs pas que les Tchèques. Douze millions d'Allemands furent expulsés *manu militari* d'Europe centrale et orientale, dont le plus gros contingent en provenance de Pologne. L'étonnant dans le cas tchèque est que cette entreprise se fit au nom de la démocratie.

## 2. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : L'EXPULSION DES ALLEMANDS DES SUDÈTES

---

L'expulsion des Allemands de Tchécoslovaquie entre 1945 et 1947 fit l'objet de critiques internes et externes d'autant plus vives que les Tchèques fondaient précisément leur légitimité étatique et nationale sur la démocratie. La confrontation entre le discours sur les valeurs culturelles et la réalité du transfert forcé d'une population civile révéla, pour la deuxième fois et avec une netteté accrue, le fait que la démocratie ne faisait que jouer le rôle d'un élément de discours légitimant. Le lien entre identité et comportement démocratiques n'est pas univoque. Les discours et les sincères bonnes intentions d'avant-guerre sur les capacités du régime à intégrer les minorités nationales s'effacèrent en 1945 devant le sentiment que le Protectorat de Bohême-Moravie avait imposé à la tradition démocratique.

cratique et humaniste tchèque une discontinuité historique inadmissible. Il fut considéré qu'il ne pouvait être remédié à cette injustice que par l'expulsion de la minorité allemande du territoire national (Holý, 1996) <sup>4</sup>.

Celle-ci s'accompagna à ses débuts d'excès contre les civils n'ayant rien de « culturel » ; de fait, les exécutions sommaires, tortures, internements arbitraires et mauvais traitements en tout genre provoquèrent des protestations internationales. De plus, les décrets du président Beneš des 19 mai, 19 juin, 21 juin et 25 août 1945 concernant « les collaborateurs, les traîtres, les Allemands et les Hongrois » stipulèrent que les Allemands devaient recevoir les mêmes rations de nourriture que les Juifs sous l'occupation, porter un brassard blanc et limiter leurs achats à certaines heures de la journée. Leurs écoles furent fermées, ils furent astreints à un travail obligatoire et, surtout, tous leurs biens immobiliers leur furent confisqués sans indemnisation (Luža, 1964). Ce n'est qu'à partir du 19 juin 1946 et sous la pression des Américains que les Tchèques autorisèrent les Allemands à emporter leurs montres, alliances, réveils, livrets d'épargne sur des comptes en banque situés en Allemagne et cent au lieu de cinquante kilogrammes de bagages (*ibid.*). Enfin, l'on peut relever une certaine mesure de cynisme puisque les experts et ouvriers spécialisés reconnus indispensables au fonctionnement de l'industrie furent autorisés à rester (*ibid.*) <sup>5</sup>.

L'aspect le plus critiquable du traitement de la « question sudète » est la loi 115 du 8 mai 1946 votée juste avant les premières élections d'après-guerre. Les députés de l'Assemblée provisoire, qui avaient été cooptés et n'avaient pas de mandat direct, apportèrent leur caution aux exactions commises contre les Allemands à la fin de la guerre en amnistiant les actes commis par les Tchécoslovaques au cours de leur « combat pour la liberté » dans un cadre temporel compris entre le 30 septembre 1938 et le 28 octobre 1945, ce qui dépassait donc de beaucoup la période de l'Occupation mais incluait les quelques mois où la plupart des débordements avaient eu lieu (Staněk, 1996).

L'exemple de l'expulsion des Allemands montre donc que l'auto-représentation des Tchèques en tant que nation culturelle ne freina pas nécessairement leur recours à une brutalité symbolique et physique n'ayant rien de « démocratique », pour autant que leur identité leur ait semblé gravement menacée. Le cortège de violences qui accompagna le soi-disant « renvoi au pays » des

---

4. On peut également noter ici que la réponse avancée par le président Beneš au problème de l'expulsion fut sans aucun doute influencée par la question slovaque. Son radicalisme dans les cas allemand et hongrois s'explique en partie par la nécessité de réintégrer les Slovaques dans le giron démocratique tchécoslovaque. Légitimer l'expulsion par la nécessité de préserver les valeurs démocratiques peut ainsi être interprété comme une façon de tendre la main aux Slovaques et d'effacer le passé.

5. Les mesures prises contre les Hongrois de Slovaquie furent similaires. Le gouvernement proclama leur responsabilité collective dans le démembrement de la Tchécoslovaquie et les déchu de leur citoyenneté, le Conseil national slovaque licencia par décret tous les employés hongrois de l'administration, les Hongrois d'origine slovaque présumés furent visés par un décret de "reslovaquisation" et une tentative fut faite en 1946-1947 de déporter les Hongrois vers les anciennes Sudètes dépeuplées par le départ des Allemands (voir Borsody, 1988).



Allemands des Sudètes ne distingua pas la Tchécoslovaquie des autres nations européennes où la fin des hostilités laissa également place à une flambée de règlements de compte ; néanmoins, il convient de relever le contraste entre les intentions affichées – il fut affirmé de façon répétée que l'expulsion n'était pas une vengeance mais une condition de sécurité (par exemple, Ripka, 1944) – et la réalité du terrain.

Dans les années soixante-dix, certains débats dissidents ramenèrent le régime communiste au rang de période expiatoire du péché originel qu'aurait constitué l'expulsion des Allemands ; la nation tout entière aurait partagé un sentiment de culpabilité à l'égard du principe même de l'expulsion et surtout des excès commis pendant la période 1945-1947, ce qui aurait en partie expliqué l'absence de résistance à l'instauration du régime stalinien (Mlynárik, 1978). L'historien Ygael Gluckstein, qui écrivait encore presque "à chaud" au début des années cinquante, conforte cette thèse puisqu'il estima que la population tchèque avait été contrainte de participer à l'évacuation des Allemands sans avoir de véritable volonté en ce sens. Les scènes de haine auraient été orchestrées par la propagande pour la compromettre (Gluckstein, 1953). Johann Bruegel, un historien d'origine sudéto-allemande, partage cette analyse : « Bien des cruautés (...) étaient présentées comme des manifestations d'une volonté populaire irrésistible, alors qu'en réalité elles étaient perpétrées par d'anciens collaborateurs tchèques qui, voulant faire oublier leur complicité avec les pires des Allemands, s'en prenaient vertueusement à tous les Allemands » (Bruegel, 1986). De plus, la rupture avec la minorité des Sudètes aurait placé les Tchèques en situation de dette par rapport à l'URSS, la seule puissance régionale susceptible de les protéger contre le « danger allemand » (Gluckstein, 1953, ou encore Pithart, 1990, dans un texte publié pour la première fois en 1980).

L'on peut tout de même se demander si c'est au seul bannissement des Allemands qu'il convient d'imputer la fragilisation de la démocratie d'après-guerre face à un danger totalitaire ascendant ; l'étouffement des voix dissidentes qui s'y opposaient ne joua-t-il pas un rôle plus décisif encore ? En effet, l'expulsion fut loin de faire l'unanimité au sein de la société tchèque, même dans le contexte vindicatif des années 1945-1946. Certains intellectuels, surtout des conservateurs, s'y opposèrent peu ou prou (Drápala, 2000) ; fait révélateur cependant, ils ne purent faire pleinement entendre leur voix qu'après s'être enfuis à l'étranger en conséquence du coup d'État de février 1948. Le périodique *Bohemia*, par exemple, publié à Munich entre 1950 et 1956 avec l'ambition de représenter l'exil tchèque en Allemagne, pourfendit avec la même virulence les communistes et les ex-représentants démocrates ayant soutenu l'expulsion et qui avaient eux aussi émigré, notamment Ferdinand Peroutka à New-York. L'historienne Eva Hahn recense plusieurs autres groupes et individualités ayant manifesté leur désaccord, notamment le Conseil national tchèque en exil d'un célèbre ex-général, Lev Prchala, la revue *Skutečnost* en Suisse, ou encore, de Londres, l'ex-ministre Jaroslav Stránský et l'ex-diplomate Karel Lisický. Une organisation de catholiques tchèques en Allemagne mit également un point d'honneur à coopérer avec l'association sudète modérée Ackermann-Gemeinde (Hahnová, 1996).

En tout état de cause et s'il est bien ardu de mesurer le sentiment éventuel de culpabilité de la population, il reste certain qu'un bouleversement politique et social d'une telle ampleur – rappelons que les Allemands des Sudètes constituaient un tiers de la population de Bohême-Moravie – aurait tout au moins pu, dans le cadre d'une démocratie, faire l'objet d'un débat. Or les élites au pouvoir, y compris les démocrates, s'entendirent pour en interdire l'existence et éviter ainsi de porter sur la scène politique les doutes qui avaient pu s'installer au sein de la société. L'expulsion – sauvage puis organisée – fut prônée à l'unanimité par tous les acteurs publics, débuta bien avant les premières élections et plaça l'électorat devant le fait accompli.

Les quatre partis tchèques et les deux partis slovaques autorisés allèrent jusqu'à adopter en 1946 trois principes préélectoraux résolument incompatibles avec une véritable pratique démocratique : aucun d'entre eux ne devait critiquer la politique du gouvernement, aucun d'entre eux ne devait remettre en cause son orientation pro-soviétique et tous devaient faire savoir qu'ils entendaient poursuivre la politique du Front national au sein du même cabinet après les élections. Comme si ce coup porté à la pluralité politique n'était que d'importance mineure, le quotidien du parti populaire (démocratique), *Lidová demokracie*, n'y consacra que deux paragraphes ; sous le titre "Le gouvernement du Front national restera en place après les élections", il qualifia l'accord gouvernemental de « règle de politesse et d'honneur pour la lutte électorale »<sup>6</sup>.

Mais le plus significatif n'est-il pas que, dans un contrat implicite, les élites démocratiques acceptèrent de soutenir une plate-forme politique très orientée à gauche en contrepartie de l'appui des communistes et des Soviétiques à l'expulsion des Allemands ? Petr Pithart suggère l'idée que, poussées par l'utopie progressiste qui s'était si bien intégrée aux traditions nationales pendant l'entre-deux-guerres, elles se laissèrent aller à vouloir concurrencer le KSC sur son propre terrain (Pithart, 1990). Elles parlaient en tout cas, tel le ministre du Commerce, Hubert Ripka, de « démocratie socialiste » : « Je suis convaincu », affirma-t-il, « que nous réussirons en quelques années à construire une démocratie socialiste efficace en Europe centrale » (cité par Beuer, 1947). Pour Ferdinand Peroutka, dans son ouvrage au titre hautement significatif, *De toutes les façons*, la question n'était plus de savoir si la Tchécoslovaquie allait adopter le socialisme, mais bien plutôt quel type de socialisme elle allait choisir (Peroutka, 1947).

L'erreur de certains démocrates fut de croire qu'ils étaient, de par leur identité, les détenteurs naturels et exclusifs de la légitimité politique du pays. En conséquence, ils eurent tendance à sous-estimer la portée des concessions idéologiques, politiques, économiques et sociales qu'ils firent à leurs adversaires politiques communistes. D'après l'historien Vojtěch Mastný, qui se fonde sur un rapport de l'ambassadeur britannique à Moscou, le président Beneš traitait avec Gottwald et ses compagnons en toute confiance. Bien qu'il les détestât, il

---

6. Voir *Lidová demokracie*, 26 mars 1946, p. 1.

aurait été convaincu que la démocratie tchèque était capable de les « avaler et de les digérer » en absorbant leur programme et en les plaçant à des postes de responsabilité (Mastný, 1979). Instinctivement persuadés que la conscience démocratique intrinsèque du peuple tchèque ressurgirait au moment fatidique, les démocrates omirent de s'interroger sur la valeur conjuratoire de celle-ci dans le contexte de la soviétisation progressive de l'Europe centrale et, surtout, furent incapables de se rendre compte qu'elle était en train d'être kidnappée à leur vu, à leur su et avec leur accord. Ce témoignage de Jan Masaryk (fils du président Masaryk et ministre des Affaires étrangères du président Beneš) est emblématique d'une ambiguïté que les démocrates pensaient être à leur avantage et qui était en réalité en passe de sceller leur destin : « Nous sommes peut-être un État socialisant, mais un État d'hommes libres. Un État de justice impartiale et de vraie démocratie. Ni un rideau ni un pont mais un maillon dans la chaîne démocratique qui traverse le monde et unit le globe. Un pays petit et béni, rendu grand et fameux par sa tradition de vérité triomphante » (Masaryk, 1947).

Ce ne fut qu'à leur corps défendant et lorsqu'il fut trop tard pour revenir en arrière que lui et ses pairs surent enfin apprécier à sa juste mesure le fait que les communistes étaient à même d'exploiter à leur convenance les notions d'« État socialisant », de « justice impartiale et de vraie démocratie », de « maillon dans la chaîne démocratique qui traverse le globe » et de « vérité triomphante ». La sous-estimation des risques encourus par le régime libéral d'après-guerre tint à la faculté insoupçonnée des hommes de Moscou de capter puis détourner à leur profit la conscience démocratique nationale.

### **3. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : LA VOIE TCHÉCOSLOVAQUE VERS LE SOCIALISME (1945-1948)**

---

En effet, la relativité du discours démocratique ne pourrait être mieux illustrée que par l'usage très particulier qu'en firent les communistes à partir de 1945. Le parti communiste tchécoslovaque (KSČ) qui émergea en 1945 n'était pas un nouveau venu sur la scène politique. Non seulement il avait été légal et puissant avant la Seconde Guerre mondiale, mais il avait parfaitement intégré les composantes les plus importantes de l'identité nationale. L'héritage hussite et taborite revendiqué par les démocrates avait été intégré dans le bagage culturel du mouvement ouvrier tchèque dès le tournant du XXe siècle ; les travailleurs ne furent-ils pas alors qualifiés de « dignes descendants des invincibles taborites » ? Les socialistes tchèques se représentaient le mouvement hussite comme un modèle de révolte sociale et voyaient en lui « les premiers débuts en Bohême du mouvement socialiste et de collectivisation », tandis que le parti communiste en formation considéra les « combattants de Dieu » comme ses précurseurs directs et participa aux célébrations hussites de 1921 sous la bannière de « Hus et les premiers communistes en Bohême » (Rak, 1994). Le maître de la propagande communiste tchèque, l'intellectuel Zdeněk Nejedlý, détailla le programme hussite dans son livre *Jan Hus et notre temps* en trois

points principaux : instaurer la « loi de la collectivité », mener la « réforme de la propriété » et assurer l'« égalité des personnes », surtout, évidemment, sur le plan social. En d'autres termes, les taborites étaient des « communistes » et les principes de leur « révolution » (que l'on retrouvait « aujourd'hui en URSS ») avaient constitué la « première pierre dans la construction du socialisme » (Nejedlý, 1946, première édition 1919).

À la Libération, le parti communiste renoua donc sans effort avec les références culturelles les plus classiques. Le secrétaire général du parti, Rudolf Slánský, jura ainsi que ses sympathisants n'avaient pas d'autre ambition pour leur pays, « jadis hussite et taborite », que d'être « de nouveau au premier rang de ceux qui se battent pour le progrès, pour une démocratie des plus abouties et pour une vie radieuse de l'humanité » (Slánský, 1945). Le KSČ ne se voulait pas seulement l'héritier de ces traditions lointaines mais aussi des intellectuels progressistes tchèques, les « éveilleurs de la nation » du XIXe siècle ; pêle-mêle, Kollár, Šafařík, Jungmann, Havlíček, Palacký, Jirásek, Němcová et Smetana furent présentés comme les précurseurs des communistes du temps présent. L'héritage humaniste du premier président ne fut pas oublié : pour parvenir jusqu'à la « victoire de l'humanité » chère à Masaryk, les communistes devaient « suivre la voie que celui-ci avait tracée » (Nejedlý, 1946). En somme, et ce n'est pas un communiste qui l'affirma mais bien l'un des penseurs les plus représentatifs de la Première république, Ferdinand Peroutka, le socialisme n'était rien d'autre que l'« enfant de l'humanisme » (Peroutka, 1947).

Le principal tour de force de la propagande communiste consista à s'approprier le discours légitimant traditionnel en remplaçant progressivement la légitimité politique (la démocratie) par une légitimité nationale puis sociale – la prétendue « révolution nationale et démocratique » – qui, par ailleurs, s'inscrivait dans la longue tradition intellectuelle d'union entre démocratie, humanisme et socialisme si bien personnifiée par Tomáš Masaryk. Cette ligne idéologique allait permettre au KSČ de récupérer puis d'incarner, voire de susciter, le nationalisme tchèque en jouant sur trois tableaux : le panslavisme, la transformation de la « trahison nationale » des élites qui avaient pris le pouvoir après Munich en « trahison idéologique et sociale » et la mise en avant de l'Union soviétique en tant que protecteur unique contre le péril allemand.

Tout d'abord, une propagande panslave commença à battre son plein. Un État uniquement tchéco-slovaque fut présenté par le KSČ comme un idéal à poursuivre. Klement Gottwald, le dirigeant historique du parti et président du Conseil à partir de 1946, s'appliqua à promouvoir une nouvelle politique étrangère en « repartant sur de nouvelles bases » avec le gouvernement polonais, en entretenant les relations « les plus amicales » avec la Yougoslavie et en trouvant de « nouvelles formes de rapports » avec la Bulgarie. Il espérait également que l'appui de l'URSS serait suffisant sur le plan international pour permettre l'exclusion de la minorité hongroise de Slovaquie (Gottwald, 1948).

Dans un deuxième temps, « l'acceptation de fait » du diktat de Munich par les dirigeants tchécoslovaques restés au pays – une « trahison » – fut présentée comme leur volonté de préserver leurs intérêts politiques et économiques « de classe ». Elle aurait donc justifié leur mise à l'écart du pouvoir en 1945 (Slánský, 1945), ce qui permit de singulièrement restreindre le champ politique en interdisant tous les partis politiques de droite, notamment le puissant parti agrarien. La « révolution nationale » prenait ainsi un tout autre caractère : « Puisque notre lutte, notre révolution est dirigée contre la trahison et la réaction tchèques et slovaques et leurs représentants politiques et économiques, notre révolution est en même temps une révolution démocratique » (Gottwald, 1945). Cette transformation dialectique permit également au KSČ de redistribuer les biens confisqués aux Allemands, notamment les terres et les habitations, avec une générosité toute calculée. Sans surprise, c'est donc dans les anciens districts « sudètes » qu'il remporta ses plus grands succès électoraux en 1946, atteignant parfois la majorité absolue des voix, par exemple à Ústí-nad-Labem (Aussig) et à Karlovy Vary (Karlsbad).

Enfin, l'Union soviétique fut présentée comme le seul protecteur de la Tchécoslovaquie. Les communistes surent exploiter le fait que Staline n'avait pas été invité à signer les accords de Munich. Dans un discours important, tenu quelques semaines avant les élections de 1946, Gottwald lia la « nécessité » d'une alliance durable avec l'URSS tant à la lutte pour la purification « nationale et sociale » qu'aux réformes économiques et administratives promues par son parti (Gottwald, 1957, discours prononcé en 1946).

Ces trois facteurs de propagande se révélèrent redoutables. Soucieux de parachever leur ouvrage – et obéissant en cela à Staline –, les dirigeants du KSČ firent preuve d'une certaine souplesse idéologique et abandonnèrent toute revendication radicale au profit d'une grande campagne de séduction des classes moyennes. Ils n'hésitèrent pas à proclamer que leur formation représentait aussi une partie de la bourgeoisie (Gottwald, 1945). Le slogan était martelé : « Il faut en prendre conscience encore et toujours : nous procédons selon une ligne nationale et démocratique et non pas socialiste » (*ibid.*). La paysannerie ne devait pas non plus s'inquiéter : dans l'important « Programme de Hradec Králové » de 1947, le ministre de l'Agriculture, Július Ďuriš, nia toute volonté de créer des kolkhozes sur le modèle soviétique et affirma insister « pour que le droit à la propriété jusqu'à cinquante hectares soit garanti par la nouvelle Constitution de notre République » (Ďuriš, 1963). L'ensemble de cette politique reçut par la suite l'appellation officielle de « voie tchécoslovaque spécifique vers le socialisme ». Même si elle concerna tous les pays d'Europe centrale, la conjonction de nombreux facteurs et notamment cette habile subtilisation de l'héritage démocratique national se soldèrent par un succès électoral exceptionnel pour le KSČ, qui obtint 38 % des voix dans l'ensemble du pays – dont 43 % en Bohême – aux élections de 1946. C'est pourquoi Klement Gottwald fut nommé à la tête du gouvernement. À la fin de l'année 1948, le KSČ atteignit un sommet inégalé dans

l'histoire du communisme avec deux millions et demi de membres sur onze millions d'habitants, ce qui représentait 23 % de la population totale (un adulte sur trois) ou, encore, près de la moitié de la population active tchèque (Maňák, 1995). Le parti communiste comptait ainsi deux fois plus d'adhérents par rapport à la population qu'en Hongrie (Lazitch, 1956) et presque quatre fois plus qu'en Pologne (*ibid.*).

#### 4. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : LA PASSIVITÉ DE LA POPULATION DANS LES ANNÉES CINQUANTE

---

Les années noires du stalinisme constituèrent une sorte de parenthèse historique puisque les éventuels insatisfaits n'étaient pas en mesure de se faire entendre. Ce sont donc les auteurs exilés, pour la plupart d'anciens acteurs politiques démocrates, qui reprirent à leur compte l'« argument démocratique » ; cette fois, il s'agissait pour eux de légitimer la passivité d'une population tchécoslovaque qui, nonobstant son identité démocratique supposée, ne livra guère de résistance à un régime foncièrement anti-culturel. Ce phénomène devint particulièrement visible en 1956, lorsque la Tchécoslovaquie s'abstint de participer au mouvement de contestation radicale qui affecta ses voisins les plus directs, la Pologne et la Hongrie.

D'aucuns n'hésitèrent donc pas à soutenir la thèse que c'étaient les traditions démocratiques qui faisaient obstacle à l'expression du mécontentement populaire. Ivo Ducháček (député entre 1945 et 1948, réfugié aux États-Unis après février 1948) situa ainsi la « sobriété sophistiquée des opposants, ancrée dans les traditions de la démocratie et de ses méthodes non violentes d'action » comme un facteur d'explication essentiel (Ducháček, 1958). Les citoyens de l'unique pays d'Europe centrale à avoir connu la démocratie entre les deux guerres auraient été, au fond, paralysés par leur niveau culturel et incapables d'utiliser une autre arme que leur bulletin de vote. Ducháček crut pourtant déceler chez eux de forts sentiments anti-communistes et qualifia le climat politique tchécoslovaque d'« évolution révolutionnaire ». Selon lui, une « guerre civile permanente, sans effusion de sang et souvent plus que discrète » était en cours en Tchécoslovaquie « comme ailleurs en Europe centrale » (*ibid.*).

En réalité, cet article ne documente que le *wishful thinking* de son auteur. Que la population ait aspiré à la liberté est certain mais ce désir n'était pas nécessairement incompatible avec une satisfaction partielle de ses besoins socio-économiques et ne préjuge pas de sa volonté de résistance ouverte. En tout état de cause, la tradition démocratique invoquée n'explique rien, à moins de tenir les dizaines de milliers de prisonniers politiques arrêtés entre 1948 et 1956 pour les vestiges archaïques d'une époque pré-culturelle ; or il est bien évident, au contraire, que ce sont ces personnes, qui avaient eu le courage de s'opposer au régime, qui symbolisaient le mieux la dignité nationale. Il n'est donc pas étonnant que l'auteur soit contraint de recourir à une notion aussi vague que

celle de « guerre civile invisible » pour justifier son propos. L'article n'est évidemment pas en mesure d'en offrir d'illustration concrète et l'expression d'« évolution révolutionnaire » n'est elle-même sustentée par aucune démonstration. Comme le remarque pourtant l'ex-député, « ailleurs en Europe centrale », c'est-à-dire en Pologne et en Hongrie, la « guerre civile » avait pris deux ans plus tôt une forme nettement plus palpable.

Il ne s'agit toutefois pas d'un phénomène isolé. D'autres auteurs crurent déceler dans les quelques signes d'activité des membres du KSČ à la lecture du fameux « rapport secret » de Khrouchtchev au XXe Congrès du Parti communiste soviétique en 1956 le signe d'une nouvelle « démocratie interne au sein du KSČ, d'une vigueur surprenante », qui avait fait une « réapparition si rapide » et qui prouvait l'existence d'un courant libéral continu au sein de la société tchèque (Táborský, 1961). Le témoignage de l'ex-communiste Jiří Pelikán, apporté des années plus tard, semble concordant : « L'angoisse de comprendre augmenta avec les semaines et le Parti était sens dessus-dessous. De partout arrivaient des 'résolutions' qui demandaient de nouvelles explications au Comité Central. Il était submergé par l'afflux des questions et incapable de fournir des réponses satisfaisantes. Une pression grandissante s'exerçait dans certaines organisations du Parti, d'intellectuels aussi bien que d'ouvriers ». C'est même près d'un tiers des cellules de base qui, en exigeant la convocation d'un congrès extraordinaire, auraient menacé de forcer la main en ce sens à la direction (Pelikán, 1975).

Ces comptes rendus enthousiastes se heurtent au fait que seules 0,5 % des organisations de base du KSČ, presque toutes pragoises et à caractère « intellectuel », avaient demandé la convocation d'un tel congrès. Il ne s'agissait donc en rien d'un mouvement de masse et la direction du parti n'était nullement en danger. Tant Táborský que Pelikán fondèrent leur analyse non pas sur des informations précises (pourtant déjà accessibles) mais sur une thèse antérieure ayant trait à la « vigueur démocratique » de la société (et donc du parti communiste) tchèque. Cette thèse ne pouvait se nourrir que de leur bonne volonté et ses modalités en rester des plus abstraites : d'où l'importance des sentiments subjectifs, la présence d'ordres de grandeur aussi vagues que trompeurs et l'utilisation de formules approximatives. Cet exemple permet néanmoins de souligner que des auteurs aux convictions politiques aussi différentes (Táborský avait été secrétaire du président Beneš avant de s'enfuir aux États-Unis en 1948, tandis que Pelikán, ex-apparatchik stalinien, s'était engagé aux côtés d'Alexander Dubček avant de partir en exil et de devenir euro-communiste en Italie) usèrent du même argument légitimant, le caractère démocratique de la société tchèque, illustrant ainsi le consensus intellectuel qui régnait sur cette question au-delà de tout clivage politique ou idéologique.

## 5. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : LE COMMUNISME RÉFORMISTE ET LE PRINTEMPS DE PRAGUE

---

L'un des premiers indices du dégel stalinien fut la réapparition, chez les communistes, d'une certaine préoccupation relative au degré de civilisation de la nation. L'historien Karel Kaplan publia ainsi en 1963 un ouvrage de propagande traduit en anglais et destiné à l'exportation qui portait sur la période 1945-1948 et dont le titre était en soi évocateur : *Une victoire pour la démocratie*. Il y remarquait en introduction que « Le niveau hautement culturel du pays était bien connu à travers le monde civilisé » (Kaplan, 1963). Cette approche était le signe que le Printemps de Prague était en gestation dans la mesure où elle annonçait déjà une réhabilitation historique de la « voie tchécoslovaque vers le socialisme » et ce, dans une double perspective : d'une part, en tant qu'héritière des plus grandes traditions nationales de démocratie et d'humanisme ; d'autre part, en tant que précurseur du « socialisme à visage humain ».

Le président de l'Union des écrivains en 1968, Eduard Goldstücker, reconstitua parfaitement cet itinéraire de pensée. S'il avait personnellement eu à souffrir de la terreur stalinienne (il fut condamné à la prison à perpétuité en mai 1953 dans le sillage du procès Slánský avant d'être libéré en 1955), il n'en rappela que plus ardemment les objectifs de la ligne officielle du parti après la guerre : la Tchécoslovaquie était censée marcher vers le socialisme à sa façon et selon son propre rythme – « Nous savions que, comparée à nous, la Russie était un pays arriéré », conclut-il, « et nous nous imaginions que notre voie vers le socialisme serait tout autre, parce que nous avons une longueur d'avance [en matière économique et culturelle] ! »<sup>7</sup>. En 1968, il n'eut donc aucun mal à solliciter les valeurs démocratiques traditionnelles du peuple tchèque pour établir les bases du « socialisme à visage humain ». À preuve ce discours adressé, il est important de le noter, aux critiques du Printemps de Prague dans les autres pays socialistes : « Il faut constater, sans le moindre nationalisme et sans esprit de clocher exagéré, que la Tchécoslovaquie est entrée dans la phase socialiste de son évolution historique comme le pays le plus avancé du camp socialiste du point de vue industriel et politique. (...). Lorsque je dis "du point de vue politique", je prends en considération le fait historique que les nations de notre pays ont les traditions démocratiques les plus longues et les plus fortes, avec l'expérience la plus directe en matière de démocratie, fût-elle de démocratie bourgeoise. Ce qui est en train de se passer aujourd'hui dans ce pays, mes amis, n'est rien d'autre que la mise en forme du socialisme (...) dans le cadre des exigences de la vie, des traditions et des possibilités qui s'ouvrent à nos nations »<sup>8</sup>.

Le résultat de ce discours de réappropriation des traditions démocratiques fut une croissance spectaculaire de la légitimité politique du communisme réformiste tout au long des années soixante, jusqu'à culminer avec le Printemps de Prague de 1968. Le KSČ semblait réconcilié avec la nation mais pour faire

7. Entretien avec Eduard Goldstücker, 1996.

8. Eduard Goldstücker, "Mettons-nous d'accord, mes amis", *Literární listy*, 16 mai 1968, p. 10.



bonne mesure, la phase stalinienne de son développement requérait tout de même quelque disculpation heuristique. La figure de Klement Gottwald en tant que fidèle exécutant local des instructions de Staline et le régime de terreur qui en fut la conséquence firent donc l'objet d'un traitement historique spécifique.

Le regard porté par les acteurs du Printemps de Prague sur la période la plus sombre du communisme tchèque se caractérisa par une grande indulgence pour le rôle de leur dirigeant historique et donc, en toute logique, par la mise en avant de la responsabilité soviétique. Jiří Pelikán, qui dirigea la radio-télévision tchécoslovaque en 1968, attribua par exemple à la pression de Staline la résolution gottwaldienne d'abandonner la voie tchécoslovaque vers le socialisme après 1948 et d'entamer la « persécution impitoyable » des opposants. Malgré des « appréhensions considérables », Gottwald se serait exécuté en « sacrifiant » à la fois « sa politique et ses camarades » mais si, plus tard, il réalisa peut-être « tout le tragique de son erreur », il ne lui restait d'autre alternative que « de continuer, de bannir les doutes qui le rongeaient et de soulager sa conscience dans l'alcool en se retirant seul face à lui-même » (Pelikán, 1971). Gottwald, le bourreau, aurait donc simultanément été l'une des premières victimes de la poigne de fer stalinienne. Karel Kaplan (modeste apparatchik dans les années cinquante qui travailla ensuite, en tant qu'historien, au sein des commissions de réhabilitation) illustre pour sa part la sympathie des historiens réformistes pour Gottwald. Encore en 1978, il parlait de lui presque avec tendresse, comme s'il n'avait rien ignoré de ses sentiments les plus secrets alors qu'il ne l'avait jamais rencontré : Gottwald aurait eu le « sentiment » d'être le « quinzième accusé » du procès Slánský et aurait vécu dans le soupçon. « Et il était au bord du découragement parce que Staline lui avait refusé un entretien privé lors de son séjour à Moscou » (Kaplan, 1978).

Bien évidemment, cette empathie servit de prétexte non seulement pour excuser Gottwald mais aussi pour ménager les communistes tchécoslovaques et leurs convictions. Éprouver de la commisération pour le leader historique témoigne d'une certaine bienveillance pour la « voie spécifique vers le socialisme » et regretter son « tragique destin » sert au moins en partie à éluder la question des responsabilités. C'est pourtant négliger le fait que la culpabilité des Soviétiques, bien que réelle, n'excuse pas la compromission des élites tchécoslovaques. On aurait presque pitié de ce Gottwald « au bord du découragement »... Or, pendant qu'il était censé s'adonner à ses remords, ses adversaires politiques croupissaient en prison, voire étaient exécutés.

Les chiffres de la répression firent eux aussi l'objet d'une instrumentalisation particulière, destinée en grande partie à justifier le fait que les Tchécoslovaques semblaient avoir boudé le mouvement démocratique de 1956. Sous l'impulsion des historiens officiels, une dimension comparatiste avec les autres pays de la sphère communiste fut mise en avant en se focalisant sur l'idée d'une violence répressive spécifique à la Tchécoslovaquie. C'est surtout Karel Kaplan qui frappa les imaginations, soulignant dans un célèbre article intitulé « Réflexions sur les procès politiques » que les grands

procès n'avaient commencé en Tchécoslovaquie qu'en 1950, « donc à un moment où ils avaient déjà pris fin ailleurs », mais que « les premières sentences se soldèrent par presque autant de morts que les procès dans toutes les démocraties populaires mises ensemble en 1949 » (Kaplan, 1968). Le concept général d'une violence tchécoslovaque supérieure à celle de tous les autres pays réunis acquit de ce moment une dimension mythique et cette petite phrase fut reprise sous de multiples variantes.

En effet, tant les démocrates en exil et les historiens occidentaux que les communistes réformistes crurent y déceler l'incidence des traditions démocratiques : dans cette version simplifiée, le stalinisme des années cinquante aurait représenté une « rupture encore plus abrupte et contrastée avec le passé que dans les autres pays » et son « caractère spécialement impitoyable » aurait été, en fait, « proportionnel aux traditions démocratiques qu'il devait détruire » (Skillings, 1976). Les réformistes soulignèrent pour leur part que la répression n'avait pas seulement visé les traditions démocratiques de la société mais aussi celles de son parti communiste, notamment telles qu'elles s'étaient manifestées au travers de la voie spécifique vers le socialisme (Hejzlar, 1991, ou encore Pelikán, 1975).

Malgré son attrait intellectuel, cette thèse a été irrémédiablement réfutée par l'ouverture des archives depuis 1989. Sans que cela n'entame en quelque façon la compassion que méritent les victimes, le régime de Gottwald et de ses successeurs n'a jamais été « spécialement impitoyable » et les exemples hongrois et polonais (sans parler de la Bulgarie ou de la Roumanie) montrent que ce n'est pas la présence de traditions démocratiques qui explique la vigueur de la répression (Blaive, 1999). Si la base traditionnelle du nationalisme tchèque, l'identité démocratique, fut instrumentalisée par les critiques (réformistes) du régime communiste, ce n'était que pour mieux réhabiliter la voie spécifique vers le socialisme, l'objectif ultime étant, comme de juste, de légitimer le « socialisme à visage humain ». Ce type d'argumentation rappelait celui dont avaient usé les démocrates entre 1945 et 1948 et le président Beneš en 1938 et il eut d'ailleurs des effets comparables. Pour la troisième fois en moins d'un demi-siècle, la composante identitaire démocratique de la nation tchèque, malgré toute sa légitimité populaire, échoua à séduire les patrons du pays. Le mythe de la « vérité triomphante » était peut-être source de satisfaction morale, mais décidément pas de pouvoir géopolitique.

## **6. LA DÉMOCRATIE COMME ARGUMENT LÉGITIMANT : LA DISSIDENCE COMME NOUVEAU SUPPORT DE L'IDENTITÉ DÉMOCRATIQUE (1975-1989)** \_\_\_\_\_

Après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie, la légitimité politique issue de la « tradition démocratique » changea une nouvelle fois de mains. Dans les deux premières décennies du régime, la « dissidence » s'était réduite à une critique des conservateurs staliniens menée par les réformateurs au sein même du parti communiste. Les véritables opposants, les démocrates,

n'avaient pas voix au chapitre. Mais l'idéologie socialiste en tant que telle fut gravement battue en brèche par les événements d'août 1968, d'autant que la violence était particulièrement étrangère à la culture tchèque. L'invasion démontra que le communisme ne rimait pas avec un avenir radieux mais avec une ingrate *Realpolitik*.

Les Tchécoslovaques, qu'ils aient été ou non communistes ou membres du parti, avaient fait une certaine confiance aux leaders du KSČ en 1968 ; nombre d'entre eux dont, à n'en pas douter, les dirigeants eux-mêmes, s'étaient laissés gagner par l'utopie que le « socialisme à visage humain » deviendrait un modèle de troisième voie pour le reste du monde. En lieu et place de quoi, le communisme réformiste perdit toute crédibilité à l'intérieur même du pays. De plus, la répression menée contre les simples citoyens à partir de 1969 et le fort sentiment d'injustice qu'elle suscita (Otáhal, 1994) dépossédèrent définitivement les normalisateurs de toute légitimité dans l'utilisation du discours démocratique.

L'on peut ainsi soutenir la thèse que l'appropriation de la légitimité démocratique par une dissidence qui n'était plus issue en priorité des rangs communistes ou qui, à tout le moins, s'était mise à en refuser l'héritage, constitua la césure la plus importante de l'après-1968. Il est d'ailleurs vraisemblable que ce transfert marqua le début du processus devant aboutir à la chute du régime. Le cacique Miloš Jakeš, par exemple, dernier secrétaire général du parti communiste avant la révolution de 1989, désigna ainsi les accords d'Helsinki de 1975 et la reconnaissance par les officiels de la légitimité du discours occidental sur les droits de l'homme comme le début de l'agonie. D'après lui, cette conférence ouvrit la voie au mouvement dissident « en lui permettant de se constituer, de se renforcer, de se consolider et de sortir sur la place publique » (Mink & Szurek, 1999).

Le manifeste inaugural de la Charte 77 débuta effectivement par une référence aux dits accords tout en rappelant que la liberté et le droit étaient des « valeurs de civilisation importantes » (Prečan, 1990). Dans son essai *Le sens de la Charte 77*, Václav Havel souligna que ce mouvement intellectuel était avant tout une « initiative éthique » où primait la « conscience morale individuelle » (Havel, 1989, parution originale 1986)<sup>9</sup>. Il se replaça instinctivement dans l'héritage des plus grands penseurs tchèques, de Jan Hus à Tomáš Masaryk, et en appela à la vie dans la vérité. L'on peut analyser son « idéal moral de la tolérance et de la vertu dans la vie publique », distinct de tout « dogmatisme, sectarisme et nationalisme combatif », comme un héritage du dernier nommé (Ducieux, 1990) ; le fait est qu'il endossa avec un naturel parfait la traditionnelle justification de l'étatisme tchèque par le recours aux notions de démocratie et d'humanisme (Holý, 1996).

9. Cet appel à la démocratie et aux droits de l'homme pouvait sembler bien naturel dans le cadre d'un discours dissident, mais l'on peut y voir un contraste avec la stratégie de l'intelligentsia polonaise, par exemple, qui choisit plutôt de se regrouper dans le Comité d'auto-défense sociale (KOR) pour protéger les ouvriers.

Certes, la population tchécoslovaque sembla pendant de longues années indifférente à ce renouveau du discours sur la démocratie. Puisque les communistes réformateurs l'avaient eux aussi instrumentalisée et que cette stratégie s'était soldée par un échec cuisant – non seulement elle s'était révélée inapte à charmer les dirigeants des autres démocraties populaires, mais c'est Dubček lui-même qui avait sabordé une bonne partie des acquis du Printemps de Prague, tandis que Husák, un autre réformateur en pointe avant août 1968, avait pris la tête du régime de normalisation –, il est compréhensible que la population, choquée et démoralisée, soit de prime abord restée sceptique face à la démarche dissidente. Proclamer la "vérité", lutter par des moyens pacifiques et démocratiques, pouvait lui sembler être voué à l'échec et donc inutile.

De plus, et c'est un argument que Václav Havel lui-même développa à maintes reprises, la population accepta le contrat social proposé par le régime en échangeant une prospérité économique relative et un certain confort contre sa passivité politique (par exemple Havel, 1989, sous le titre "Quand la dictature rencontre la société de consommation"). S'il ne s'agit pas d'un trait distinctif du soi-disant caractère national tchèque – ne parlait-on pas en Hongrie de « socialisme du goulasch » –, l'on peut tout de même se demander combien de temps encore cet accommodement aurait pu rester en vigueur si les régimes communistes n'avaient pas commencé à se déliter en URSS, Pologne, Hongrie et RDA.

En tout état de cause, les dissidents se trouvèrent subitement porteurs d'une forte légitimité en 1989 parce qu'ils étaient les seuls, au moment où les communistes avaient perdu toute crédibilité, à véhiculer un propos alternatif. Leur union retrouvée avec le peuple se renforça du souvenir d'une « identité collective fondée sur l'appropriation de valeurs éthiques, choisies dans une lecture de leur histoire : la vérité, la tolérance, le bien, l'amour, l'humanité et, finalement, la démocratie ». Pourquoi fut-il souscrit avec une délectation aussi soudaine qu'intense à ces mots d'ordre ? Parce que, à en croire Marie-Elizabeth Ducreux, ils atteignaient chaque individu dans ce qu'il « ressent[ait] confusément avoir en lui de plus "tchèque" » (Ducreux, 1990). Selon Havel, les traditions humaines et démocratiques « sommeillaient quelque part dans la conscience de nos nations et s'étaient discrètement transmises de génération en génération pour apparaître, au bon moment, en chacun de nous » (Havel, 1990).

Ce trait est poussé presque jusqu'à la caricature dans l'inscription que ce dernier fit reproduire sur les innombrables affiches proposant son élection en décembre 1989 : « L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge ». Comment ne pas y voir l'héritage direct de ces quelques réflexions de Masaryk : « L'amour, l'humanité, doivent être positifs. La haine, par exemple celle qui s'exerce à l'encontre d'une autre nation, se dissimule souvent derrière l'amour de sa patrie. Il est plus noble de s'en abstenir et d'aimer positivement » (Masaryk, 1901). Dans son discours de candidature à la télévision, l'héritier direct du premier président-philosophe synthétisa toute l'idéologie nationale : « C'est la culture qui, pendant des décennies, voire des siècles, fut porteuse de notre identité nationale à travers les périodes sombres de notre

histoire. C'est grâce au front culturel que nous avons pu nouer des liens avec nos meilleures traditions fondées sur l'idéal de la paix et représentées par les noms de Georges de Poděbrady, Komensky, Havlíček, Štúr, Masaryk, Štefánik, Patočka » (Havel, 1990), soit la « galerie complète des ancêtres spirituels de la nation » (Holý, 1996). Ladislav Holý conclut avec une certaine impudence qu'en devenant un héros digne de représenter les traditions nationales, Václav Havel libéra incidemment la population de l'obligation de satisfaire à ces nobles idéaux, ce qui en rendit par là-même possible la préservation : « C'est en vénérant ses héros que le petit Tchèque autocrate, intolérant, envieux, pas particulièrement cultivé et instruit, peut continuer à se considérer comme appartenant à une nation démocratique, culturelle et bien éduquée » (Holý, 1996).

## CONCLUSION

---

Le fameux « sens de l'histoire » tchèque, cher aux philosophes dès le XIXe siècle, refit ainsi surface en 1989 : les dissidents furent perçus comme représentant la meilleure tradition nationale, une tradition dont on présuma qu'elle se fût harmonieusement développée si les communistes n'étaient inopinément venus interrompre le cours de l'histoire (Holý, 1996). Le régime s'effondra parce qu'il n'avait plus rien à répliquer à un slogan tel que « L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge ». Mais même si tout est bien qui finit bien, il convient de se demander si la prégnance d'une tradition démocratique peut immuniser contre ses propres faiblesses. D'après Ladislav Holý, « les Tchèques » – sans que l'on sache véritablement à qui il fait référence – se réfugient derrière l'apparence rassurante selon laquelle la démocratie ne s'est jamais effondrée chez eux qu'à la suite d'une intervention extérieure : par les nazis en 1938-1939, par un coup d'État soutenu par Moscou en 1948 et par une intervention des troupes du Pacte de Varsovie en 1968 (Holý, 1996). En fait, le recours au stéréotype de la nation démocratique mena au XXe siècle à trois graves erreurs d'appréciation de la part des élites politiques au pouvoir. Tout d'abord, l'attitude de la minorité allemande des Sudètes en 1938, qui préféra la dictature nazie mais allemande à la démocratie de la nation tchèque dominante, fut ressentie non seulement comme une trahison mais même comme une surprise ; ensuite, l'héritage démocratique fut considéré à tort entre 1945 et 1948 comme une garantie suffisante contre le totalitarisme communiste ; enfin, en 1968, pour la troisième fois, la certitude de détenir la vérité historique conduisit les réformateurs tchécoslovaques à minimiser le danger d'une intervention soviétique.

L'attachement viscéral de la population tchèque à ce qu'elle se représente comme étant une culture universaliste est le point majeur qui ressort de cette rapide étude. Il est à cet égard particulièrement significatif que la césure de 1989 n'ait en rien modifié son échelle de valeurs : interrogée en octobre 1968, elle avait désigné comme personnalités historiques disparues dont la nation pouvait être fière Tomáš Masaryk, Jan Hus, Charles IV et Comenius ; en

octobre 1992, le classement ne fut autre que Tomáš Masaryk, Charles IV, Edvard Beneš, Jan Hus et Comenius – qui sont, heureux hasard, presque tous des intellectuels (Holý, 1996). Mais l'appartenance à la civilisation occidentale constitue-t-elle un bouclier contre tous les dangers ? Selon Krzysztof Pomian, la condition nécessaire à l'implantation d'un régime totalitaire réside dans l'absence soit de structures démocratiques, soit de structures traditionnelles capables de limiter l'impact d'une telle idéologie (Pomian, 1995). Or, dans la culture tchèque, la démocratie et les structures traditionnelles ne font qu'un, ce qui en augmente considérablement la vulnérabilité. Qui détient la légitimité du discours démocratique en République tchèque détient la légitimité politique et culturelle parce que la démocratie est à la fois pour les Tchèques une légitimité politique et une composante identitaire. L'histoire récente montre que cette spécificité peut être source de faiblesse.

#### BIBLIOGRAPHIE

- BENEŠ Edouard (1936), *Problèmes de la Tchécoslovaquie*, Déclarations faites par le président de la République tchécoslovaque Dr. Edouard Beneš dans le Nord de la Bohême, Prague : Orbis (Sources et documents tchécoslovaques n° 32).
- BENEŠ Edvard (1940), *Nazi Barbarism in Czechoslovakia*, London: George Allen & Unwin.
- BENEŠ Edvard (1946), *The Opening of the Prague Parliament*, Prague: Orbis.
- BENEŠ Edvard (1995), *Dopis prezidenta republiky dr. Edvarda Beneše W. Jakschovi z 10. ledna 1943* (Lettre du président de la République Edvard Beneš à Wenzel Jaksch du 10 janvier 1943), in *Odsun Němců* (L'expulsion des Allemands), Praha : Společnost Edvarda Beneše, pp. 42-43.
- BEUER Gustav (1947), *New Czechoslovakia and her Historical Background*, London: Lawrence & Wishart.
- BLAIVE Muriel (1999), *L'année 1956 en Tchécoslovaquie*, EHESS : thèse de doctorat.
- BORSODY Stephen (dir). (1988), *The Hungarians: A Divided Nation*, New Haven: Yale Center for International and Area Studies.
- BRUEGEL J. W. (1986), "Allemands et Tchèques : la solution du problème (1945-1946)", *L'Autre Europe*, (10), août, pp. 12-20.
- CAMPBELL F. Gregory (1985), "Empty Pedestals?", *Slavic Review*, (44), 1, Spring, pp. 1-15.
- CHALUPNÝ Emanuel (1932), *Národní filosofie československá. Díl první: "Národní povaha československá"* (La philosophie nationale tchécoslovaque Tome 1 : "Le caractère national tchécoslovaque"), Praha : Bursik a Kohout.
- CHALUPNÝ Emanuel (1947), *Němci hrozí. Německý problém a bezpečnost světa* (Les Allemands nous menacent. Le problème allemand et la sécurité du monde), Praha : Samec.
- DUCHÁČEK Ivo (1958), "A 'Loyal' Satellite: The Case of Czechoslovakia", in Henry L. Roberts, dir., *The Satellites in Eastern Europe*, Philadelphia: AAPSS, pp. 115-122.
- DUCREUX Marie-Elizabeth (1990), "Entre protestantisme et catholicisme : l'identité tchèque", *Le Débat*, (59), mars-avril, pp. 106-125.
- ŘURÍŠ Júlíus (1963), *Hradeckokrálovský program (4.4.1947)* (Le programme de Hradec Králové, 4.4.1947), in *Studijní materiály k dějinám KSČ a ČSR v letech 1945-1948 II. díl*

- (Documents d'étude sur l'histoire du KSČ et de la Tchécoslovaquie entre 1945 et 1948, Tome 2), Praha : Vysoká stranická škola.
- DRÁPALA Milan (2000), *Na ztacené vartě Západu* (Aux confins perdus de l'Occident), Praha : Prostor.
- GOTTWALD Klement (1945), *O politice komunistické strany Československa v dnešní situaci* (Sur la politique du parti communiste tchécoslovaque dans les circonstances actuelles), Praha : ÚV KSČ.
- GOTTWALD Klement (1948), *Se Sovětským svazem na věčné časy* (Avec l'Union soviétique pour toujours), Praha : Svět sovětů.
- GOTTWALD Klement (1957), *Spisy XIII 1946-1947* (Œuvres Tome XIII 1945-1947), Praha : SNPL.
- GLUCKSTEIN Ygael (1953), *Les satellites européens de Staline*, Paris : les Îles d'Or.
- HAHNOVÁ Eva (1996), *Sudetoněmecký problem : obtížné loučení s minulostí* (La question sudéto-allemande : une rupture difficile avec le passé), Praha : Prago Media.
- HAVEL Václav (1989), *Essais politiques*, Paris : Calmann-Lévy.
- HAVEL Václav (1990), *L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- HEJZLAR Zdeněk (1991), *Praha ve stínu Stalina a Brežněva* (Prague à l'ombre de Staline et de Brejnev), Praha : Práce.
- HOLÝ Ladislav (1996), *The Little Czech and the Great Czech Nation, National identity and the post-communist transformation of society*, Cambridge: Cambridge University Press.
- KAPLAN Karel (1963), *A Victory for Democracy, Czechoslovakia 1945-48*, Prague: Orbis.
- KAPLAN Karel (1968), *Zamyšlení nad politickými procesy* (Réflexions sur les procès politiques), *Nová mysl*, (7), pp. 906-940.
- KAPLAN Karel (1979), *Dans les archives du Comité Central*, Paris : Albin Michel.
- KROFTA Kamil (1935), *A Short History of Czechoslovakia*, London: Williams & Norgate (parution originale en 1931).
- LAZITCH Branko (1956), *Les partis communistes d'Europe 1919-1955*, Paris : Les Îles d'Or.
- LUŽA Radomír (1964), *The Transfer of the Sudeten Germans*, New-York: New-York University Press.
- MAŇÁK Jiří (1995), *Komunisté na pochodu k moci 1945-1948* (Les communistes en route vers le pouvoir), Praha : ÚSD.
- MASARYK Jan (1947), *Statement on the Foreign Policy of Czechoslovakia*, Prague: Orbis.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1895), *Česká otázka. Snahy a tužby národního obrození* (La question tchèque. Les efforts et les désirs de la renaissance nationale), Praha : Čas.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1896), *Jan Hus, Naše obrození a naše reformace* (Jean Hus, Notre renaissance et notre réforme), Praha : Čas.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1901), *Ideály humanitní* (Les idéaux humanistes), Praha : Čas.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1905), *Problém malého národa* (Le problème d'une petite nation), Praha : Čas.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1918), *Řeč prof. Masaryka k Čechoslovákům* (Discours du professeur Masaryk aux Tchécoslovaques), Praha : Otto Girgal.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1919), *Prvé poselství presidentovo* (Premier message présidentiel), Praha : Hajn.
- MASARYK Tomáš Garrigue (1933), *Cesta demokraci, Soubor projevů za republiky Sv.1 1918-1920* (La voie de la démocratie, Recueil de discours tenus sous la République, Tome 1 : 1918-1920), Praha : Čin.

- MASARYK Tomáš Garrigue (1994), *Cesta demokracie, III, "Projevy - Články - Rozhovory 1924-1928"* (La voie de la démocratie, Tome 3 : "Discours - Articles - Entretiens 1924-1928"), Praha : Ústav T. G. Masaryka.
- MASTNÝ Vojtěch (1979), *Russia's Road to the Cold War*, New-York: Columbia University Press.
- MINK Georges & SZUREK Jean-Charles (1999), *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris : Le Seuil.
- MLYNÁRIK Ján, pseud. Danubius (1978), *Tézy o vysídlení československých Němců* (Thèses sur l'expulsion des Allemands tchécoslovaques), *Svědectví*, (57), pp. 371-376.
- NEJEDLÝ Zdeněk (1946), *T. G. Masaryk, Život a díla* (T. G. Masaryk, Sa vie et son œuvre), Praha : Svoboda.
- OTÁHAL Milan (1994), *Opozice, moc, společnost 1969-1989 : Příspěvek k dějinám "normalizace"* (Opposition, pouvoir, société : une contribution à l'histoire de la "normalisation"), Praha : Maxdorf.
- PALACKÝ František (1936-1938, première édition 1848-1877), *Dějiny národu českého v Čechách a v Moravě* (Histoire de la nation tchèque en Bohême et en Moravie), cinq tomes, dont *I. Od prvověkosti až do roku 1253* (De la première époque à l'an 1253) et *III. Od roku 1403 až do roku 1439* (De l'an 1403 à l'an 1439), Praha : Mazáč.
- PELIKÁN Jiří (1971), *The Czechoslovak Political Trials, 1950-1954*, London: Macdonald.
- PELIKÁN Jiří (1975), *S'ils me tuent...*, Paris : Grasset.
- PEROUTKA Ferdinand (1924), *Co je lid ?* (Qu'est-ce que le peuple ?), *Přítomnost*, 25 décembre (1ère partie).
- PEROUTKA Ferdinand (1925), *Co je lid ?* (Qu'est-ce que le peuple ?), *Přítomnost*, 1er janvier (2ème partie).
- PEROUTKA Ferdinand (1947), *Tak nebo tak* (De toutes les façons), Praha : Borovsky.
- PITHART Petr (1990), *Osmášedesátý* (L'année mille neuf cent soixante-huit), Prague : Rozmluvy (1ère édition 1980).
- POMIAN Krzysztof (1995), "Totalitarisme", *XXème siècle*, (47), juillet-septembre, pp. 4-23.
- PREČAN Vilém (dir.) (1990), *Charta 77 1977-1989. Od morální k demokratické revoluci. Dokumentace* (La Charte 77 1977-1989. De la révolution morale à la démocratie. Documents), Scheinfeld-Schwartzberg : Čs. středisko nezávislé literatury.
- RÁDL Emanuel (1928), *Válka Čechů s Němci* (La guerre des Tchèques contre les Allemands), Praha : Čin.
- RAK Jiří (1994), *Národ božích bojovníků* (La nation des combattants de Dieu), in *Bývalí Čechové, České historické mýty a stereotypy* (Les Tchèques anciens, Mythes et stéréotypes de l'histoire tchèque), Praha : H & H, pp. 49-66.
- RIPKA Hubert (1933), *Patnáct let československé demokracie* (Quinze ans de démocratie tchécoslovaque), Praha : Svaz národního osvobození.
- RIPKA Hubert (1944), *The Future of the Czechoslovak Germans*, London: Chiswick Press.
- RUPNIK Jacques (1990), *L'autre Europe*, Paris : Odile Jacob.
- SKILLING H. Gordon (1976), *Czechoslovakia's Interrupted Revolution*, Princeton: Princeton University Press.
- SLÁNSKÝ Rudolf (1945), *Co je komunistická strana?* (Qu'est-ce que le parti communiste ?), Praha : ÚV KSČ.
- SLÁNSKÝ Rudolf (1945), *Současné problémy a úkoly Komunistické strany Československa* (Les problèmes et les tâches actuels du parti communiste tchécoslovaque), Praha : ÚV KSČ.
- STANĚK Tomáš (1996), *Perzekuce 1945, Perzekuce takzvaně státně nespolehlivého obyvatelstva v českých Zemích (mimo tábory a věznice) v květnu-srpnu 1945*, (Persécutions 1945,



persécutions de la population soi-disant déloyale envers l'État dans les Pays tchèques – hors camps et prisons – mai-août 1945), Praha : Institut pro středo evropskou kulturu a politiku.

TABORSKY Edward (1961), *Communism in Czechoslovakia 1948-1960*, Princeton: Princeton University Press.

ZIMMERMANN Volker (2001), *Sudetští Němci v nacistickém státě. Politika a nálada obyvatelstva v říšské župě Sudety (1938-1945)* (Les Allemands des Sudètes au sein de l'État nazi. Politique et humeur de la population dans le comitat des Sudètes, 1938-1945), Praha : Prostor.